

# ORAN / GE PRESSEE

NOTRE DOSSIER :  
ENVIRONNEMENT



03

Edito

04

Enjeux  
genevois  
de RFFA

05

Dossier  
Environnement

12

Parole aux  
membres  
P. Fleury

14

Séance  
d'accueil des  
nouveaux  
membres

15

Groupements:  
Femmes

# Agenda

mars

**Sa 16.03**

Journée nationale de récolte pour l'initiative «Pour un frein aux coûts de la santé»

**Je 21.03**

Assemblée générale JDC  
18h30  
Siège du PDC

**Me 27.03**

Commission enseignement  
12h15  
Siège du PDC

**Me 27.03**

Formation JDC sur l'histoire du PDC  
18h30  
Siège du PDC

avril

**Lu 01.04**

CODIR  
19h00  
Siège du PDC

**Ma 02.04**

Séance Starting-Block (sport)  
12h15  
siège du PDC

**Je 04.04**

Assemblée délégués (élections fédérales)  
19h00  
Salle C. du Faubourg

**Me 10.04**

Formation JDC Technique de débat  
18h30  
Siège du PDC

**Ve 12.04**

Séance du groupe Inclusion-Handicap  
12h00  
Clair Bois-Minoteries

l'équipe de l'OranGE Pressée



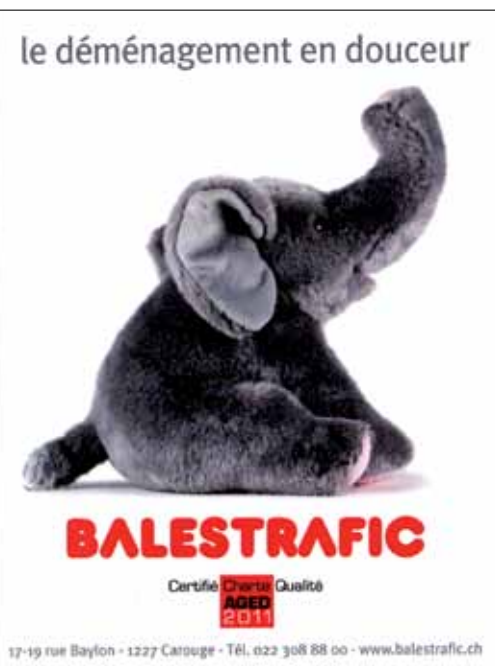
Rédacteur en chef  
Benoît Cerutti



Editeur Responsable  
Nicola Fournier,  
Secrétaire général du PDC



Graphisme  
Arthur Miffon  
barth-communication.ch



## Soutenez le PDC

Vous partagez les idées de notre parti et de nos élus?

N'hésitez pas à nous soutenir en faisant un don.  
Vous contribuerez ainsi à aider le PDC à porter ses idées et valeurs lors des votations, des campagnes mais aussi tout au long de la prochaine législature.

Nous vous remercions chaleureusement.

Compte CCP: 17-43834-0  
IBAN: CH82 0900 0000 1704 3834 0  
Parti Démocrate-Chrétien du canton de Genève  
Motif versement: don PDC Geneve (canton)

IMPRESSUM

Orange Pressée, Parti Démocrate-Chrétien • Rue Alcide-Jentzer 9, 1205 Genève  
T. 022 328 20 11 • F. 022 328 88 66 • info@pdc-ge.ch • www.pdc-ge.ch • facebook.com/genevepdc  
Molésou Impressions, imprimé en 1400 exemplaires sur papier recyclé avec des encres biovégétales  
10 éditions par années, distribué aux membres du parti

# EDITO



## Agir pour le climat

«le PDC a entrepris toute une série d'actions afin de mobiliser l'ensemble des acteurs politiques.»

Depuis quelques semaines, la jeunesse descend dans la rue pour demander une action forte des responsables politiques sur la question climatique. En effet, la situation est de plus en plus dramatique. Les récentes études scientifiques ne cessent d'ailleurs de le confirmer.

C'est la raison pour laquelle, le PDC a entrepris toute une série d'actions afin de mobiliser l'ensemble des acteurs politiques. Tout d'abord, nous avons souhaité réunir autour d'une table-ronde les partis politiques afin que collectivement nous puissions trouver des solutions concrètes, loin des postures dogmatiques et politiciennes.

De plus, grâce à la commission environnement-agriculture du parti, un gros travail de réflexion a été mené pour moderniser les idées du PDC sur ces questions. Ces points ont d'ailleurs fait l'objet d'une discussion en Assemblée des délégués mi-mars.

Je suis convaincu que le PDC a un rôle central à jouer sur cette question. Loin de tout dogmatisme, et des excès de certains partis, nous pouvons jouer le rôle de pont afin de permettre une action durable en faveur d'une Genève encore plus verte.

Mais c'est aussi en faisant preuve d'ambition que nous parviendrons à surmonter ce défi; en mobilisant les énergies, et surtout, en misant sur la formidable capacité d'innovation de nos entreprises, grande force de notre pays, qu'il convient de stimuler et d'accompagner dans cette voie. Il serait curieux que la Suisse qui compte tant de pôles de compétences, de laboratoires de recherche, d'entreprises innovantes ne soit pas leader en la matière au niveau international. Ce serait une belle contribution de notre pays à la préservation de notre maison commune.

«nous pouvons jouer le rôle de pont afin de permettre une action durable en faveur d'une Genève encore plus verte»

Vincent Maitre



# RFFA : QUELS ENJEUX POUR GENÈVE ?

Faisant suite aux précédentes tentatives de réforme fiscale en lien avec RIE III et PF 17, le train de mesures cantonales RFFA voté le 31 janvier par le Grand Conseil règle une fois pour toutes la question de l'imposition des entreprises à Genève.

## Quelle situation à Genève ?

Depuis plusieurs années, l'OCDE et le droit international enjoignent la Suisse de supprimer les statuts des sociétés multinationales afin de ne plus les favoriser au détriment des PME locales<sup>1</sup>.

La suppression des statuts fiscaux conduisant à une augmentation des impôts pour les sociétés concernés, l'enjeu politique pour notre canton est de mettre en place un système fiscal suffisamment attractif et compétitif pour maintenir et continuer à attirer sur notre sol ces nombreuses multinationales, qui contribuent largement à l'essor économique de Genève et de sa population: près de 61'000 emplois, dont 22'000 indirects et 39'000 indirects et induits (22,2% des emplois du canton), ce qui représente 1,1 milliards de rentrées fiscales (18,1% des recettes fiscales cantonales) – 1,6 milliards avec l'impôt fédéral direct (IFD).

## Quelle réforme pour Genève ?

Les sociétés à statuts passant sous un régime d'imposition ordinaire, au même titre que les PME locales, le taux d'imposition unique sur le bénéfice sera désormais fixé à 13,99% pour

toutes les entreprises genevoises ; par ailleurs, un plafonnement cantonal des allègements fiscaux à hauteur de 9% du bénéfice imposable conduira à un taux-plancher d'imposition sur le bénéfice de 13,48%.

Parmi les dispositions transitoires, la réforme cantonale RFFA prévoit notamment une imputation partielle progressive jusqu'à imputation totale de l'impôt sur le bénéfice à l'impôt sur le capital de même qu'une suspension de l'application des mesures de frein au déficit pendant huit ans afin de limiter le manque à gagner de la réforme avant que celle-ci ne déploie pleinement ses effets fiscaux.

## Concrètement, qu'y gagnent les communes et la population ?

Les mesures d'accompagnement bénéficieront aux communes, avec une augmentation conséquente de la rétrocession de l'IFD de 20%, et avec un soutien accru aux structures d'accueil de la petite enfance et à l'accueil familial de jour et une augmentation des subsides d'assurance-maladie pour les familles de la classe moyenne.

La création de places de crèches sera financée par un prélèvement limité de 0,07% sur la masse salariale déplafonnée, ce qui représente près de 20 millions de francs au service d'une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale et donc d'une plus forte promotion de l'égalité entre

*« Cette réforme est fondamentale pour le maintien des entreprises, des emplois, des recettes fiscales et des prestations dans notre canton. »*

hommes et femmes. L'augmentation des limites de revenus et des subsides d'assurances-maladies coûtera 186 millions de francs mais permettra de répondre aux besoins urgents des familles les plus touchées par la hausse inexorable des primes d'assurance-maladie année après année. Cette mesure concernera 140'000 bénéficiaires contre 53'000 aujourd'hui.

Le PDC salue ce projet équilibré et pragmatique pour lequel la droite et la gauche ont accepté de faire des concessions.

Tout en maintenant un taux d'imposition compétitif et une limitation des allègements fiscaux, la réforme cantonale RFFA permettra aux PME de se développer, d'investir et de créer de l'emploi à Genève avec une fiscalité plus favorable ; elle permettra aussi de répondre aux besoins de notre population, et plus précisément des familles genevoises, en leur garantissant une aide supplémentaire directe dans le domaine de la santé et de la petite enfance.

Cette réforme est fondamentale pour le maintien des entreprises, des emplois, des recettes fiscales et des prestations dans notre canton.

C'est pourquoi le PDC la défendra devant la population, appelée à se prononcer dans les urnes le 19 mai prochain.

*Claudio Marques  
Assistant parlementaire*

<sup>1</sup> Le taux d'imposition sur le bénéfice actuel est de 11,6% pour les multinationales contre 24,16% pour les entreprises locales.

# Comment (ré)habiter la Terre ?



Depuis l'été dernier, qui a connu des températures exceptionnelles à l'échelle du globe, la question environnementale est revenue au cœur des débats, de par la réalité qui s'impose à nous, et les mobilisations de la jeunesse à travers le monde.

En parallèle, sur la scène politique mondiale, la dénégation climatique fait son grand retour, que cela soit au cœur de l'administration de la première puissance mondiale mais aussi dans des pays comme le Brésil, dans une entreprise systématique de déni de l'existence de la mutation climatique.

C'est au cœur de ces multiples dynamiques que la question climatique se trouve aujourd'hui prise: elle redevient un enjeu politique, avec ses forces de contestation, dans une temporalité à l'horizon réduit, tant l'urgence à agir est proprement vertigineuse.

Face à ce défi, les propositions fleurissent : on y développe des approches souvent résolument scientifiques, considérant que dans une perspective très post-moderne, notre Salut viendra de la science, et aura pour mérite, au passage, de nous déresponsabiliser de

la vraie question: aurons-nous la force et les ressources intellectuelles de repenser notre rapport à la Terre ?

Certes, les solutions réelles seront élaborées dans nos meilleurs laboratoires, mais elles ne nous exonèreront pas de la question de notre rapport à notre environnement, qui comme l'explique Dominique Bourg dans ce dossier, n'est pas extérieur à nous, mais partie intégrante de notre humanité.

## Penser le temps de l'anthropocène, et comment en sortir.

Depuis cinquante ans, les penseurs de l'environnement qualifient le temps que nous traversons, comme celui de l'anthropocène, celui où les activités humaines ont eu un impact global négatif et significatif de l'activité humaine sur notre écosystème. Le moment de notre passage à une activité destructrice pour la Terre, et auquel nous n'arrivons pas à mettre fin.

C'est donc à cette question qu'il faut aujourd'hui nous atteler. Et la réponse à y donner s'articulera localement et globalement ; philosophiquement et scientifiquement. C'est à ce prisme

que nous avons élaboré ce dossier. Nous avons mobilisé des élus, militants et chercheurs qui travaillent sur ces questions. Ils tentent d'y dessiner des réponses, des plus concrètes aux plus théoriques.

Dans un splendide texte paru dans la Revue Critique, intitulé Comment les oiseaux se sont tus, la théoricienne de la littérature, Marielle Macé, s'appuie sur un corpus de textes poétiques, pour signifier ce que veut dire la disparition des oiseaux de notre environnement. Avec sa plume splendide, elle nous alerte : « écouter les oiseaux dans ce monde abîmé voilà en effet une perception entièrement grevée d'anxiété; cela consiste aussi bien à jouir de leur chant, voire à s'en trouver (à s'en savoir) consolés, qu'à sentir notre puissance de saccage, notre inquiétude, notre désorientation. »

Puissance de saccage, inquiétude et finalement, désorientation, tels sont les maux du moment, qu'il nous faut affronter, si l'on veut ré-habiter notre Terre. Avant qu'il ne soit trop tard.

*Benoît Cerutti*



# Entretien avec Dominique Bourg

Auteur d'un œuvre philosophique importante sur la question environnementale, le philosophe Dominique Bourg, nous invite dans son dernier livre, *Une nouvelle Terre*, à repenser notre relation l'environnement, et agir vite.

Philosophe, Président du conseil scientifique de l'ex-Fondation Hulot, il enseigne à la Faculté des géosciences et de l'environnement de l'Université de Lausanne.

## Comment sortir de l'ère de l'anthropocène, et sur quelles ressources s'appuyer pour y parvenir ?

Pour dire les choses directement, je crains que nous n'en sortions pas. Notre écosystème est très puissamment dégradé. Depuis les années 1950, nous affectons massivement le système Terre. Nous déclenchons des dynamiques au long cours que ne nous pouvons que partiellement connaître. Des études, notamment en ce qui concerne les insectes, l'ont encore montré très récemment. Le vivant s'effondre partout, et on l'on assiste depuis quelques années à une vertigineuse accélération des mauvaises nouvelles. La situation est réellement très préoccupante.

De plus, nos ressources sont très limitées. Les politiques semblent comme désemparés. Notre système économique reste dopé à la croissance. Nous peinons à imaginer et surtout mettre en pratique des solutions alternatives. Pour y parvenir, il faudrait développer une réelle stratégie de résilience nationale, à l'échelle de tous les pays, couplée à une volonté de coordination internationale. Tout cela mérite une réelle volonté politique que l'on ne voit pas, ou très peu.

**Dans le débat politique, une attitude se développe : il suffirait de financer massivement des programmes de recherche qui trouveront les solutions pour nous sauver. Comment percez-vous cela ?**

On peut dire qu'il s'agit d'une attitude scientifique, qui semble même nous



exonérer de nos responsabilités. La réaction au dernier rapport du GIEC l'automne dernier a été révélatrice de cette attitude: trouvons une solution au stockage du carbone, et nous serons sauvés. Mais la question environnementale, notre rapport à la Terre, ne se résoudra pas dans des laboratoires mais dans la manière dont nous appréhendons notre vie sur celle-ci. Nous devons sortir d'une relation de destruction à la Terre. Pour cela, je pense que les ressources ne sont pas uniquement scientifiques, mais également philosophiques et spirituelles, et qu'elles concernent notre relation au milieu qui nous accueille et aux autres espèces. Il faut penser notre relation à la nature, comme étant partie intégrante et non distincte de celle-ci. En se positionnant à l'extérieur de celle-ci, nous avons malheureusement posé les conditions de sa destruction.

**Face à l'urgence et la gravité de la situation, comment trouver des raisons d'espérer, afin de ne pas s'enfermer dans un discours de nature trop apocalyptique, qui pourrait nous amener à une forme de nihilisme ?**

Je n'ai pas de plaisir à être alarmiste mais je considère que la situation est réellement grave. Cependant, je trouve des raisons d'espérer, notamment dans la mobilisation des jeunes qui est réellement impressionnante. Je crois qu'une partie de la société est en train de comprendre la situation. En outre, comme il convient selon le GIEC d'agir dans les 10 ans afin que la fenêtre des 2° ne se referme pas définitivement, nous devons agir à technologies constantes, en jouant sur les modes de vie.

**Les démocrates-chrétiens peuvent être tentés de considérer que les principes du localisme, des circuits-courts, des solidarités locales, historiquement au cœur de leur doctrine, sont un remède à la situation présente. Qu'en pensez-vous ?**

Ils ont bien évidemment raison, et en cela ils ont peut-être été écologistes avant la création du mouvement écologiste en tant que tel. Cependant, je ne pense pas que l'on construit une société reposant uniquement sur du local. L'histoire de l'humanité nous enseigne que nous avons toujours fait du commerce avec des contrées plus lointaines. Il n'y a jamais eu de sociétés renfermées sur le local, vivant presque en autarcie. La question est comment l'on commerce, à quelle hauteur et à quels coûts, plutôt que de savoir s'il est bien ou pas de commercer avec le plus lointain.

Propos recueillis par Benoît Cerutti



# Santé environnementale, un défi politique

Delphine Bachmann, Députée, Présidente de la commission de l'Environnement et de l'Agriculture.

La santé environnementale c'est, par définition, l'ensemble des facteurs pathogènes externes ayant une influence sur la santé, en opposition aux facteurs considérés comme internes (par exemple, cause héréditaire, lésionnelles etc.) C'est le véritable défi en termes de politique publique du 21ème siècle et de prévention. Selon l'OMS, près de 9 personnes sur 10 respirent un air pollué, qui cause 7 millions de décès par an, dont 1,7 millions d'enfants. Les cancers dont les causes environnementales commencent à émerger sont en augmentation, tout comme les enfants asthmatiques, allergiques, diabétiques. Les femmes enceintes ne peuvent bientôt plus consommer de gros poissons, chargés en métaux lourds et en hormones. Nos médicaments se retrouvent dans l'eau et s'accumulent dans la chaîne alimentaire.

Parallèlement, on constate des améliorations dans la prise en charge des patients, et si les progrès de la médecine permettent de vivre globalement mieux, plus longtemps, et en meilleure santé, nous remarquons aujourd'hui les conséquences catastrophiques de nos modes de consommations qui nous ont échappés et le laisser-aller des instances dirigeantes.

Pourtant, nous peinons à appliquer le concept de prévention primaire, c'est-à-dire d'intervenir avant que notre santé se dégrade. Au lieu de cela, nous préférons nous reposer sur les trouvailles très rentables de la médecine pour fabriquer des nouveaux remèdes aux problèmes que nous créons. Dans certains pays asiatiques, la population porte des masques tellement l'air est pollué. Ici, nous prenons des



mesures en cas de pic. Nous inventons des pompes à insuline alors que nous devrions nous alimenter différemment. Nous finançons des nouveaux anti-cancéreux au lieu de regarder l'impact des rayons, des sels d'aluminiums, des produits chimiques et autres perturbateurs endocriniens dans ce que nous utilisons. Alors oui, ces avancées sont positives et nécessaires, mais c'est en amont que nous devrions agir.

Si la population semble prendre conscience que nous devons sérieusement nous pencher sur notre climat et sur la protection de la planète, les moyens proposés pour y arriver divergent. Et pourtant, il y a urgence car c'est d'un intérêt supérieur à tout autre. Nous ne parvenons pas à réaliser que sans environnement, sans biodiversité, nous n'existerions plus.

Partisane du changement et confiante dans notre capacité d'adaptation, je suis aussi en faveur de la politique des petits pas. C'est chacun, à son échelle, qui doit entamer cette transition dans un intérêt commun certes, mais aussi

par souci de préserver sa propre santé. Nous avons l'opportunité d'ouvrir une nouvelle manière de faire de la politique environnementale et de nous démarquer de la démagogie ambiante sur le sujet. Car le PDC, par essence, a toujours eu le souci de situer le bien commun et d'œuvrer en sa faveur. L'idée n'est pas de trouver un coupable. Le coupable, c'est partout et tout le monde. Il faut responsabiliser à tous les niveaux.

Dans cette optique, deux principes sont essentiels, le pollueur payeur, que ce soit l'industrie ou les individus, et parallèlement, consommer différemment, mais aussi consommer moins. Or, trop souvent, nos actions ne visent qu'à soulager notre conscience. Quel est le sens de troquer sa voiture neuve pour une électrique alors que le bon concept serait de s'en passer? L'humain est actuellement confronté à ses propres contradictions, sauver sa santé et la planète, oui, mais est-il vraiment prêt à le faire? En tant que politiciens et élus, nous avons une triple responsabilité: être exemplaire, faire comprendre à la population que l'intérêt de santé publique doit prévaloir dans nos décisions, et, parallèlement, induire des changements notables dans les comportements de notre société.

Le regard que je porte sur le futur est optimiste, car si l'émulation citoyenne n'est pas toujours facile à gérer, elle permet aux problèmes d'émerger, et de s'y attaquer. A nous de concrétiser des solutions, et vite.

Delphine Bachmann



## Une table ronde interpartis pour le climat, pourquoi ?

Sophie Buchs  
Membre de la présidence



Suite à la sécheresse de l'été 2018, la crise climatique tient une place très importante dans le débat public européen. Pas un jour ne passe sans que les médias traitent un de ses aspects : effets des pesticides sur l'agriculture et la santé, utilisation des transports, taxe sur le kérosène, taxe sur les billets d'avion, fonte des glaciers, traitement des déchets, rétention du CO2 dans le sol etc.

Depuis l'automne 2018, le débat s'est intensifié, d'abord grâce aux discussions sur la loi sur le CO2 au Conseil national, puis grâce aux différentes marches et grèves pour le climat.

Les étudiants, suivant l'exemple de Greta Thunberg, ont fait la grève en Suisse et ont exigé un Etat d'urgence climatique.

En février 2019, dans le sondage Sotomo commandé par la SSR, le changement climatique et les émissions de CO2 figurent comme troisième préoccupation des Suisses après les primes d'assurance maladie et les relations avec l'UE.

Le PDC Genève se devait donc de proposer une réponse aux demandes des citoyen-ne-s.

Peu reconnu pour son engagement environnemental, le PDC a pourtant souvent œuvré en faveur d'avancées pour le climat. On se souvient du positionnement de Doris Leuthard, annonçant la sortie de la Suisse du nucléaire. Le PDC a également été le seul parti à soutenir la loi sur le CO2 au Conseil national. De nombreux élus travaillent pour

des propositions concrètes. On peut notamment relever l'engagement récent de Conseillers nationaux PDC pour l'initiative contre la fonte des glaciers ou pour l'économie circulaire.

La commission Environnement et Agriculture du parti genevois a également proposé un papier de position très fouillé contenant des principes politiques et des mesures concrètes. Nous avons donc de la matière et des experts pour prendre des positions crédibles sur le sujet.

Cependant, en année électorale, le risque d'avalanche de propositions est élevé, rendant souvent tout effort, indépendamment de sa qualité, inaudible.

Nous avons donc réfléchi à une



proposition capable de provoquer un débat et faire une véritable différence.

Une table ronde pour le climat réunissant tous les partis souhaitant travailler sur le sujet est donc apparue comme une évidence. Pourquoi ?

Le PDC est un créateur de ponts entre les extrêmes. Le trait d'union entre des positions au départ irréconciliables. Il l'a été sur plusieurs sujets importants. Nos électeurs, d'ailleurs, valorisent plus notre manière de faire de la politique que notre positionnement politique. Cette table ronde pour le climat est une façon de faire la politique que nous aimons.

Suite à la proposition, tous les partis (élus ou non au Grand Conseil), sauf le PLR, ont répondu présents. Ces réponses positives ne présagent pas forcément du résultat de la table ronde, mais sont un premier pas vers un travail consensuel.

La première réunion aura lieu le 8 mars prochain.

Notre espoir et notre objectif sont de pouvoir trouver quelques propositions communes pouvant être déposées au Grand Conseil. Le mode de réflexion consensuel devrait, dans l'idéal, permettre d'accélérer le processus législatif.

Sophie Buchs

## Entretien avec Philippe Meyer de Stadelhoffen

Président de la commission de l'Environnement et de l'agriculture du PDC Genève

### Les commissions environnement et agriculture ont pris la décision de fusionner, pour quelles raisons ?

Nous avons décidé de fusionner en septembre 2018, sur proposition de la commission agriculture, afin de mutualiser nos forces, et ainsi être plus efficaces. Cela faisait sens, car avec l'arrivée de trois agriculteurs au Grand Conseil, nous pouvions ainsi avoir une réelle influence au sein du groupe PDC, et également élargir nos réflexions de manière plus transversales.

Ainsi, nous avons axé nos travaux autour de deux objectifs : la rédaction d'une proposition de nouvelle politique environnementale ainsi qu'une proposition de politique agricole. La rédaction du premier document est terminée. Il a été présenté au Codir qui l'a accepté. Il sera présenté en Assemblée des délégués en mars. En ce qui concerne celui sur l'agriculture, il doit être encore élaboré.

### Quels sont les axes défendus par la politique de l'environnement ?

Le PDC est attaché au développement durable, et considère que l'environnement ne doit pas être défendu uniquement par les Verts. De plus, le contexte nous montre bien l'urgence de la question climatique et nous regrettons parfois le caractère timoré des propositions du PDC Suisse sur cette question. Enfin, nous considérons qu'en tant que « parti de la famille », nous devons nous soucier de l'avenir de nos enfants, et de la terre que nous leur laisserons.

Le document a développé 11 thèmes qui vont de la qualité de l'air à la mobilité, en passant par la politique énergétique. Au côté de thèmes plus classiques comme la protection de la biodiversité et de la lutte contre les pollutions, 3 sont peut-être moins fréquents dans un programme de parti.



Tout d'abord, l'économie circulaire qui est basée sur le concept que le déchet d'une industrie soit recyclé en matière première d'une autre industrie. Son objectif

est de produire des biens et services tout en limitant fortement la consommation et le gaspillage des matières premières, et des sources d'énergies non renouvelables. Aujourd'hui, les activités humaines produisent des déchets en grande quantité. Ceux-ci peuvent être en partie recyclés et intégrés dans le cycle économique, réduisant ainsi l'impact sur notre environnement. Le taux de recyclage à Genève ne dépasse pas 50% et il semble illusoire de penser que nous atteindrons 60% d'ici 2024 sans actions concrètes et tangibles, impliquant l'industrie, la grande distribution et les consommateurs.

Ensuite, la finance durable, en soutenant des politiques publiques et des initiatives privées favorisant le

développement de la place financière genevoise dans le sens d'une plus grande durabilité. Notre canton a une opportunité unique pour concilier rendement économique, environnement et impact sociétal. Il doit se positionner en première ligne sur cette question.

Enfin, la question de l'éducation. Les nouvelles générations portent l'espoir de la défense de l'environnement et de la lutte contre le dérèglement climatique. Elles sont aussi le moteur du changement. L'écologie doit être ainsi enseignée à tous les niveaux.

### Comment comptez-vous traduire concrètement ces propositions ?

Nous avons adapté notre calendrier en fonction du calendrier électoral. Ainsi, à chaque élection, nous formulerons des propositions concrètes relevant du champ de compétence de l'élection. Nous avons commencé à élaborer des mesures concrètes à incorporer au programme pour les élections fédérales de cet automne. Puis nous nous attellerons à des propositions locales pour les prochaines élections municipales.

Par ailleurs, nous souhaitons mieux préparer les sujets en amont avec la députation afin de lui servir d'appui et d'aiguillon lors de l'examen des objets parlementaires relevant des questions environnementales et agricoles.

Propos recueillis par Benoît Cerutti



# Serge Dal Busco

«En matière d'environnement, il faut sortir des postures idéologiques !»

Après cinq ans à la tête des finances, Serge Dal Busco a repris le département des infrastructures en mai dernier. En décembre prochain il inaugurera le chantier du siècle, celui du Léman Express. L'occasion de faire le point sur la place de l'environnement dans les questions de mobilité.

Conseiller d'Etat en charge du  
Département des infrastructures (DI)

**Selon une récente étude du Crédit Suisse, près d'un quart des Suisses (23%) considèrent la protection de l'environnement comme prioritaire, alors qu'ils n'étaient que 10% en 2016. Partagez-vous cette inquiétude?**

Cette préoccupation est légitime. En 2030, le canton de Genève comptera 84'000 habitants et 60'000 emplois de plus qu'en 2016. Il est donc indispensable de développer nos infrastructures, mais il faut le faire en respectant l'environnement et le bien-être de chacun.

**Concrètement, comment comp-  
tez-vous articuler protection de  
l'environnement et politique de  
mobilité efficace?**

Je souhaite accélérer la transition énergétique en matière de transports publics (TP). Actuellement seuls 36% des kilomètres parcourus sont générés électriquement. C'est trop peu, je veux augmenter ce ratio. En 2024, on devrait se rapprocher de la moitié et l'objectif à l'horizon 2030 est d'atteindre 70%. L'électrique remplacera le diesel et l'impact environnemental sera considérable. Prenez par exemple la ligne 23 (TOSA): aujourd'hui elle est 100% non-polluante et permet d'économiser annuellement 41'000 litres de carburant. Plus globalement, ce changement de pratique nous aidera à réduire les émissions de gaz à effet de serre (-12'000 tCO<sub>2</sub>/an) et donc à préserver l'environnement.

**Quelle politique d'offre comp-  
tez-vous mettre en œuvre pour  
favoriser les TP?**



En décembre 2019, la mise en service du Léman Express (LEX) va profondément modifier nos habitudes de déplacement. Dans le canton de Genève, 80% des habitants et 86% des emplois se trouveront à moins de 1.5 kilomètre d'une gare. L'incitation à prendre les TP est donc réelle, d'autant plus que les temps de déplacement seront fortement réduits. À titre d'exemple, il faut aujourd'hui 27 minutes en bus pour rejoindre Lancy-Pont-Rouge depuis la gare des Eaux-Vives. Demain avec le LEX, cela prendra 7 minutes, soit presque 4 fois moins. Les TP sont donc plus efficaces et offrent un important potentiel de report modal. On estime que 12% du flux quotidien pourrait se reporter vers le LEX. À titre de comparaison, en été quand le trafic semble fluide, la diminution n'est que de 7% environ. L'impact attendu est donc énorme.

**Ça c'est pour le Léman Express.  
Quand est-il des autres modes de  
TP?**

2019, c'est aussi l'année du tram! En décembre prochain, la nouvelle ligne

17 reliera Annemasse à Lancy-Pont-Rouge. Il y a quelques semaines, le chantier de l'extension de la ligne 14 jusqu'à Bernex-Vailly a débuté et celle du tram 15 jusqu'à Cherpines-ZIPL0 sera achevée fin 2021. Plus globalement, le plan d'action des transports collectifs (PATC) 2020-2024 prévoit une croissance de l'offre de plus de 20% par rapport à 2019. D'ici 5 ans, 95% de la population du canton de Genève aura accès aux TP dans un rayon de 300 mètres.

**L'offre augmente, mais est-ce suffi-  
sant pour convaincre la population  
de renoncer à la voiture?**

Nous constatons une hausse de fréquentation des TP. En 2000, seulement 21% des résidents avaient un abonnement TPG, alors qu'en 2015, ils étaient deux fois plus (44%). Cette année-là, 81% des déplacements des abonnés se sont faits en TP, contre seulement 45% en l'an 2000. Le report modal est donc réel et les gens ont pris conscience que des alternatives efficaces à la voiture sont disponibles.

**On compte chaque jour 630'000 déplacements entrants et sortants dans le canton. Or, si plus de la moitié des Vaudois pendulent vers Genève en TP, la majeure partie des frontaliers (87.5%) utilisent la voiture. Comment changer cette situation?**

Pour les Vaudois, c'est très facile de se rendre à Genève en TP. Les liaisons sont nombreuses, fréquentes et rapides, notamment grâce à la fréquence à 15 minutes, en vigueur depuis décembre dernier entre Coppet et Lancy-Pont-Rouge. Côté français, ce n'est pas encore le cas. Le développement des infrastructures de TP a pris du retard. Avec le LEX jusqu'à Annemasse et au-delà vers Evian, Annecy et la vallée de l'Arve tout va changer, car l'offre sera efficace et attrayante.

**Certains usagers continueront tout de même à privilégier la voiture. Comment comptez-vous limiter leur impact sur l'environnement?**

En octobre dernier, nous avons lancé une expérience inédite en Europe. En collaboration avec la France, Genève a ouvert la première voie de covoiturage sur autoroute. Durant les heures de pointe, un couloir prioritaire est dédié à Thônex-Valard aux véhicules transportant au moins deux personnes. Des initiatives similaires sont en cours à l'autre bout du canton, du côté des petites douanes, pour réduire le trafic pendulaire à travers les villages. Il faudra sans doute accompagner ces actions par des opérations de contrôle pour pousser au changement d'habitudes. D'autre part, il est essentiel d'agir sur le stationnement. On observe que 45% des personnes actives se rendent au travail en voiture si elles y disposent d'une place gratuite. Elles ne sont plus que 32% si la place est payante, et 12% lorsqu'elles ne disposent pas d'un emplacement réservé. Je relève en particulier qu'une forte majorité des

pendulaires transfrontaliers disposent d'une place sur leur lieu de travail à Genève. Pour réussir le nécessaire report sur le LEX et les TP, il faut rendre moins attrayant le choix de la voiture, en agissant sur l'offre de stationnement. Nous menons des discussions très constructives avec les milieux économiques et les associations patronales. Beaucoup d'entreprises ont déjà mis en place des plans de mobilité très performants, et je souhaite accompagner et renforcer cette évolution. L'encombrement de nos routes nuit à tout le monde. Il pollue, fait perdre du temps, péjore la qualité de vie, ralentit les transports publics, gêne les transporteurs professionnels et entrave la bonne marche de nos entreprises par le grand nombre d'heures perdues dans les bouchons. Je crois qu'il y a une véritable prise de conscience à ce propos.

**En septembre dernier, vous annoncez la création d'une task force entre le Canton et la Ville de Genève sur la mobilité douce. Où en est-elle aujourd'hui?**

La mobilité douce est en plein essor, il faut lui donner des infrastructures efficaces et lisibles. Chacun a pu constater l'immense succès de la Voie verte. Je souhaite, avec la Ville, mettre en place plusieurs axes stratégiques de mobilité douce dans le centre urbain. Dans un premier temps, trois axes sont à l'étude, et sont tous en phase avec la mise en œuvre du réseau LEX: gare des Eaux-Vives - Cornavin, Cornavin - Uni Mail et Uni Mail - gare de Champel. Ces axes correspondent à des flux de trafic importants et doivent être développés qualitativement. Il s'agit aussi d'éviter les ruptures entre les réseaux cyclables cantonal et communal. Le travail avance bien, grâce à la collaboration efficace entre nos services. Il est en outre prévu de mettre progressivement à disposition environ 5000 places de stationnement vélo autour des gares du LEX.

**Récemment le PDC s'est distingué en proposant une table ronde sur le climat. Quel rôle le parti compte-t-il jouer dans la protection de l'environnement?**

Sur les questions environnementales, le PDC est un acteur clé qui peut porter une vision pragmatique et non dogmatique. La table ronde sur le climat est une excellente initiative, car elle pourrait faire émerger des majorités constructives. Nous devons absolument dépasser le clivage gauche-droite qui ne fait qu'engendrer des blocages. Le PDC peut y apporter une solide contribution.

**Justement, en matière de mobilité certaines villes suisses ont su dépasser ces clivages pour le bien commun. Quelle serait pour vous la cité idéale pour une mobilité durable et efficace?**

Zurich est un modèle que je connais bien. Dans les années 1980, le canton a opté pour le RER et depuis il n'a jamais cessé d'étendre son réseau. Aujourd'hui il compte 380 kilomètres de lignes et transporte plus d'un demi-million de voyageurs par jour. Les pendulaires l'ont massivement adopté, car il offre une alternative crédible à la voiture. À Genève nous avons 30 ans de retard dans ce domaine, mais mon ambition est de le rattraper. Le LEX est une première étape, mais à long terme il faudra développer d'autres projets d'envergure, comme la ligne ferroviaire diamétrale qui reliera Bernex à la ZIMEYSA en passant par Plan-les-Ouates, l'aéroport et Meyrin. Le RER représente l'avenir de la mobilité, car contrairement au métro, il s'appuie sur les mêmes infrastructures que celles des CFF. C'est un immense avantage, car il assure l'interconnectivité du réseau et l'unifie à l'échelle du pays, tout en jouant le rôle d'un métro dans le cœur de l'agglomération.

Propos recueillis par Benoît Cerutti



## Le point sur les élections fédérales avec Philippe Fleury, chef de campagne

A quelques mois des élections fédérales 2019, OranGE Pressée a souhaité donner la parole à M. Philippe Fleury, vice-président du PDC et chef de campagne. Cet entretien est l'occasion pour lui de revenir sur les grandes étapes de ces derniers mois et de porter un regard sur les préparatifs à venir.

### Les élections fédérales approchent. Quatre ans après la réélection au Conseil national de Guillaume Barazzone, quelles sont les ambitions du PDC Genève ?

Nous avons commencé les préparatifs de la campagne avec une mauvaise nouvelle : nous avons dû gérer les reproches qui se sont fait jour à l'encontre de notre conseiller national Guillaume Barazzone. Nous avons géré la crise avec discrétion, avec et non pas contre Guillaume, et avons essayé de faire preuve de clairvoyance et de maturité politique. Honneur à Guillaume d'avoir su tirer les leçons que nous pensions justes.

Une fois surmonté cette situation, nous sommes repartis de plus belle. Le PDC Genève a de grandes ambitions ! Notre parti montre au quotidien qu'il est fort d'idées et de personnalités politiques de qualité. Dans le même temps, les sondages récents indiquent que la population est convaincue que le centre a un rôle clé à jouer au sein de la sphère politique. Tous les voyants sont donc au vert pour nous permettre non pas d'égaliser l'excellent score des dernières élections fédérales de 2015, mais le dépasser et d'offrir au PDC un second siège au Conseil national ainsi qu'un siège au Conseil des États !

### De grandes ambitions qu'il s'agira de concrétiser. Comment comptez-vous atteindre les objectifs fixés ?

Une stratégie a été élaborée par la présidence durant les derniers mois de 2018 et validée finalement par le Comité Directeur et les délégués du PDC en

décembre. Elle est le fruit d'une large consultation menée notamment auprès du Comité directeur et des sections communales de notre parti. L'enjeu est d'assurer l'avenir et le renouveau du PDC. Pour cela, un travail de fond a été mené afin déboucher sur une ligne à même de déployer ses effets à l'interne et à l'externe du parti.

### Vous évoquez donc une stratégie élaborée dans le but de servir le parti et de répondre aux attentes de la population ?

Absolument ! Nous voulons que le PDC prépare maintenant son personnel politique pour les dix prochaines années. La formation d'une relève crédible est un gage de durabilité pour un parti politique et un investissement pour l'avenir. Cependant, et particulièrement à la lumière des événements récents, le renouveau doit être empreint d'exemplarité. Nous allons donc mettre en valeur des candidats porteurs des valeurs de probité et d'intégrité, susceptibles de promouvoir un programme politique ambitieux » et d'intégrité, susceptibles de promouvoir un programme politique ambitieux, notamment sur les questions économiques et environnementales, apte à satisfaire les exigences de la population.

### Et plus concrètement ?

Concrètement, l'assemblée des délégués a validé le principe d'une liste pour le Conseil national de six candidats avec un minimum de trois femmes. Cette liste sera renforcée par une liste des Jeunes Démocrates-Chrétiens qui renforcera la diversité des profils proposés à la population. Parallèlement, Béatrice Hirsch portera les valeurs PDC dans la course

au Conseil des États. Cette candidate de qualité, centriste, aux idées claires, au discours clairvoyant et sans ambages représente la meilleure chance pour notre parti de concrétiser son entrée à la chambre haute. Elle est en effet compatible à la fois à gauche qu'à droite.

### Parlez-nous des étapes à venir...

L'appel à candidatures lancé jusqu'en janvier dernier a permis à la présidence de bénéficier d'un choix de qualité quant aux futurs représentants du PDC sur la liste au Conseil national. Nous sommes sur le point de finaliser une proposition de liste qui sera ensuite soumise aux délégués du parti le 4 avril prochain. Cette assemblée marquera le début de la campagne du PDC en vue des élections fédérales !

Parallèlement, les travaux sur le programme vont bon train et le PDC pourra être fier de défendre une ligne politique claire, moderne et pragmatique, dans la lignée du renouveau qui a marqué notre programme pour les dernières élections cantonales. Il reposera sur 3 piliers : une économie forte, une responsabilité sociale à tous les âges de la vie, et un souci de préserver notre environnement.

Finalement, une commission électorale a été composée afin de réfléchir au déroulement pratique de la campagne à venir : elle poursuivra ses travaux tout au long du semestre. Nous allons tenter de réinventer notre place dans l'espace public, en bénéficiant des conseils de la commission 4.0. En tant que chef de campagne, je me réjouis de m'investir pour une aventure qui, j'en suis sûr, marquera un tournant positif pour le PDC à Genève !

Propos recueillis par Nicolas Fournier

## Formations pour les Jeunes démocrates chrétiens, et les moins jeunes.

Les Jeunes démocrates chrétiens genevois, désireux d'offrir une contribution à la dynamisation du PDC, mènent depuis quelques temps une réflexion sur les mesures à prendre pour renforcer la confiance que la population suisse, et genevoise en particulier, accorde au parti. Dans ce cadre, il nous est apparu essentiel de repartir de la base, de réfléchir sur le PDC non pas comme étant une « ancienne gloire », mais comme un parti d'avenir, proposant des idées qui parleront aux générations actuelles et futures. Les principes fondamentaux et les critères de jugement qui sont à la source de la pensée sociale animant le PDC recèlent un potentiel exceptionnel pour faire face aux défis de la société contemporaine. Il ne s'agit pas de retourner à un passé révolu mais d'identifier et de vivre l'expression contemporaine de convictions plus pertinentes que jamais.

Le premier réflexe adopté a été celui de l'humilité. En effet, nous ne partons pas de rien, et le PDC n'est pas une start up. Nous appartenons à un parti historique, un parti gouvernemental, un parti ayant largement contribué à la création de la Suisse que nous connaissons. Cette histoire doit faire notre fierté, et cette fierté doit s'accompagner d'un sens des responsabilités. Nous sommes les héritiers d'un mouvement politique responsable, réaliste, chrétien (dans toute la beauté de ce terme), composé de personnes compétentes et engagées. Soyons-en fiers et reconnaissants ! Ce n'est qu'en comprenant nos racines et notre histoire que nous pourrons présenter un discours cohérent et solide à la population. Et nous ne plaidons pas ici pour un conservatisme aveugle, au contraire, mais il n'y a d'évolution et changements intelligents que lorsque l'on sait de quoi on part et ce qu'on change.

Il faut donc repartir de la base. Qui sommes-nous ? Quelles sont nos valeurs ? Pourquoi nous engageons-nous ? Comment mieux s'engager ? Pour répondre à ces questions, nous avons décidé de mettre en place des séances de formation pour les JDC, et d'ouvrir certaines de ces formations à l'ensemble du PDC genevois.



Ces séances de formation auront lieu au cours du semestre de printemps 2019. La première, à laquelle tous les membres du PDC genevois sont cordialement invités, portera sur l'histoire du PDC suisse. Elle sera donnée le 27 mars 2019 (18h30) par le professeur Oscar Mazzoleni de la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne. Le professeur Mazzoleni, qui n'est pas affilié au PDC, nous apportera un regard sur la naissance, l'histoire et les évolutions du PDC en Suisse (45mn), et conclura par un débat ouvert sur les tendances actuelles qui traversent ce parti (15mn). La rencontre se poursuivra par un apéritif organisé par les JDC. Le tout se passera au siège du PDC (9, rue Alcide-Jentzer. Code d'entrée : 9123A). Les JDC auront ensuite une séance de formation sur les techniques de débat et d'argumentation, donnée par des avocats genevois ayant fait leurs preuves dans ce domaine (10 avril 2019, 18h30, au siège du parti, réservé

aux JDC). Cette séance sera suivie d'une autre sur les techniques de communication dans les médias radio, TV et écrits, donnée par des journalistes spécialisés dans ces domaines (30 avril 2019, 18h30, au siège du parti, réservée aux JDC).

Le cycle de formations du printemps se conclura en beauté, avec une rencontre ouverte à nouveau à tous les membres du PDC genevois. Nous aurons l'honneur et le plaisir d'accueillir Dominique de Buman, ancien Président du Conseil national et de l'Assemblée fédérale et ancien Vice-président du PDC suisse, et Vincent Maître, président du PDC genevois. La formation portera sur l'état des lieux actuel du PDC à Genève et en Suisse, et sur les orientations futures du parti. Elle aura lieu le 15 mai 2019 à 18h30. Le lieu de la formation dépendra de l'intérêt exprimé par les membres du PDC genevois et sera communiqué en temps voulu.

Au nom des JDC, il me reste à remercier d'ores et déjà les intervenants pour le temps précieux qu'ils nous consacreront, ainsi que tous les membres du PDC pour l'intérêt qu'ils ont déjà témoigné pour ces formations ! Et que les jeunes de moins de 35 ans n'hésitent pas à rejoindre nos rangs : il n'est pas trop tard pour être Jeunes !

Paul Michel,  
secrétaire général des JDC



# Séance d'accueil des nouveaux membres : une première étape à pérenniser

Le 27 février dernier s'est tenue la première session d'accueil des nouveaux membres. Cette séance, destinée avant tout à rencontrer les nouveaux adhérents du PDC et à les familiariser avec le fonctionnement du parti a permis de réunir une petite trentaine de personnes. Un véritable succès !

Cela avait été annoncé, le PDC met désormais l'accent sur le renouveau. Un renouveau au sein des listes électorales, des idées, mais également au niveau des membres du PDC. La vitalité d'un parti se mesure non seulement au travers de l'implication de ses militants, mais également par sa capacité à convaincre de nouveaux citoyens à le rejoindre. Dans ce but, le PDC travaille sur plusieurs projets destinés à renforcer ses effectifs et à étoffer ses rangs de nouveaux profils prometteurs, investis durablement au sein de notre formation politique. Une campagne de recrutement sera d'ailleurs menée à cet effet à la fin du printemps.



Mais avant de recruter plus largement au sein de la population il est important de mettre en place un accueil efficace qui facilite l'intégration des nouveaux membres au sein de la structure parfois complexe du PDC afin de les inciter à s'engager activement dès leur début de leur première expérience politique. C'est d'ailleurs en partant de ce constat qu'une petite équipe composée notamment de deux membres du PDC, Thérèse Dupont et Mark Giannelli, a élaboré un concept de session d'accueil dont la première édition s'est déroulée le 27 février dernier.



Les objectifs de cette session étaient multiples : il s'agissait à la fois de découvrir le PDC, son histoire, ses valeurs, son fonctionnement ; de faire connaissance avec les personnes-clés du parti ; de déterminer le degré d'engagement qu'entendaient investir les nouveaux membres ; de former des binômes par l'intermédiaire du programme de parrainage PDC Angel afin de réfléchir aux étapes suivantes de l'engagement des nouveaux membres ; et finalement de partager un moment convivial en brisant la glace autour d'un verre.

Près d'une trentaine d'anciens et nouveaux membres ont répondu présent à l'invitation qui leur a été faite. Outre la quinzaine de membres récents, les PDC Angel ou parrains ainsi que des membres amis assistaient à la séance. Au terme d'un discours d'accueil sur l'engagement prononcé par le président du PDC, Vincent Maitre, un tour de table a permis à toutes les personnes d'évoquer leur parcours, leur motivation à rejoindre ou faire partie du PDC et leurs attentes vis-à-vis de cet engagement. Si les parcours divergent, une volonté commune émerge, celle de souhaiter rejoindre une formation politique empreinte de valeurs et prônant le renouveau.

A l'issue d'une présentation de l'histoire de la démocratie-chrétienne en Suisse et à Genève le fonctionnement du parti est décortiqué. De la présidence au comité directeur en passant par les délégués, les commissions et les groupements, tout y passe ! L'assemblée écarquille les yeux, se gratte la tête... on se rend surtout compte de la richesse de l'association et de la pluralité des engagements qu'elle permet. Il y en a pour tous les goûts : engagement institutionnel au niveau communal, fonction de délégué au sein du parti, membre d'une commission ou d'un groupement proche de ses domaines d'intérêt ; en politique, l'engagement est à géométrie variable, en fonction de sa motivation et de ses envies. On passe ensuite à la présentation de la nouvelle charte d'engagement des membres. La charte est distribuée et expliquée : il ne s'agit pas de signer un contrat particulièrement strict, mais plutôt de définir un cadre général et préciser les grandes lignes du comportement éthique souhaité des membres du PDC. On rappelle par la même occasion que les anciens membres sont également invités à signer la charte d'engagement. Et finalement la séance se termine avec une dernière discussion sur le fameux « C » du PDC et sur l'importance de signer et faire signer le second

référendum sur la CPEG. Place pour la fin de la soirée à une verrée festive au cours de laquelle les binômes parrains/marraines-filleuls se créent apprennent à se connaître et prévoient déjà leurs prochaines rencontres.



Une soirée placée donc sous le signe de l'accueil, de la convivialité et du rendez-vous qu'il s'agira d'organiser désormais trois ou quatre fois par année afin d'accompagner le flux de nouvelles adhésions. D'ailleurs, si vous connaissez des personnes intéressées à rejoindre le parti, n'hésitez pas, elles seront entre de bonnes mains !

Et dans l'attente de la prochaine session, bienvenue à Nathalie, Valérie, Sonia, Floriane, Flavia, Frank, Sonia (bis), Roger, Guillaume, Esmeralda, Oana, Aurélien, Clément, Emmanuelle, Patrick, Boban et Alexandre !!

Nicolas Fournier

# Rejoignez le groupement des Femmes PDC Genève

Tant que les femmes ont exercé des travaux mineurs, la société n'en a pas été modifiée.

Depuis l'avènement de la contraception, l'accès au travail et les comportements ont changé.

Mais les fondements de la vie professionnelle restent anachroniques

Les femmes travaillent depuis longtemps. Elles ont été fermières, servantes, gardiennes d'oies, marchandes, couturières, vendeuses, employées, lingères, ouvrières et pour les plus formées, institutrices. Leur travail ne mettait pas en cause les rouages socio-économiques de la société. Elles exerçaient des travaux mineurs et les quittaient pour s'occuper de leurs enfants quand elles en avaient. Ces comportements étaient conformes à la structure économique d'une société patriarcale.

Depuis le milieu du vingtième siècle, la maîtrise de la contraception a changé la forme du travail féminin. Les femmes agencent leurs maternités en fonction de leur formation, de leurs études et de leur vie professionnelle ; elles choisissent des métiers et des carrières qu'il leur était difficile d'exercer jusque-là à cause du temps que ces professions et que ces formations exigeaient. Les femmes sont maintenant médecins, juristes, astronautes, archéologues, dentistes, dirigeantes des entreprises et entreprennent des carrières politiques. Leur niveau de responsabilité n'est plus le même. Elles sont devenues des interlocutrices alors que dans le passé, elles n'étaient considérées que comme des auxiliaires : leur salaire était un salaire d'appoint qui était censé compléter celui du mari même en l'absence de mari. Maintenant, leur niveau de qualification fait d'elles des collègues avec qui les



hommes les plus qualifiés collaborent quotidiennement. Les femmes font partie intégrante d'un monde professionnel jusque-là réservé aux hommes. La répartition patriarcale du travail était concevable à une époque où le rythme biologique des femmes imposait des limites et des contraintes à la vie active : quand la gestion du temps pouvait être désorganisée par une grossesse ou un accouchement, comment planifier des responsabilités professionnelles ? Les hommes assumaient des emplois dominants qui témoignaient d'un pouvoir social et les femmes, comme nous l'avons vu, des occupations subalternes qui ne mettaient pas en cause l'organisation sociale. Et, dans les classes aisées, elles ne travaillaient pas.

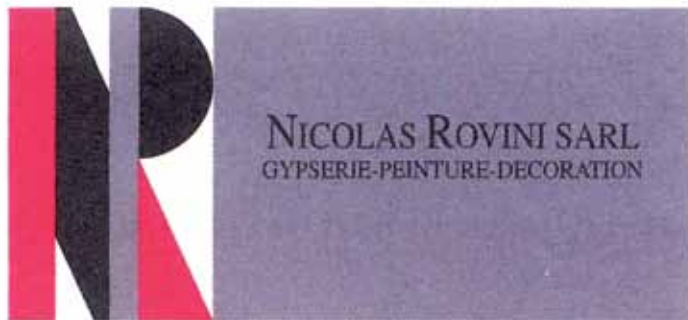
La répartition des tâches se justifiait. L'homme assumait des responsabilités sociales et professionnelles trop lourdes pour les femmes. En contrepartie, celles-ci aplanissaient le quotidien des hommes en se chargeant des travaux domestiques et de l'éducation des enfants. Chacun y trouvait son compte. (...)

*Merci à Michèle Makki et Houda Khattabi, membres du Groupement des Femmes PDC, Genève*

Pour retrouver l'intégralité de cette présentation, rejoignez le Groupement des Femmes PDC Genève !

Contactez Catherine Moroni,  
Présidente du groupement :  
moronicatherine@gmail.com





NICOLAS ROVINI SARL  
GYPSERIE-PEINTURE-DECORATION

19 rue de la Maison-Forte - 1287 Laconnex Genève  
Tél.: 022 756 11 07 - Fax : 022 756 14 54  
Mobile : 079 423 32 54 - rovinc@bluewin.ch

**Barthélémy Roch**  
Gestion immobilière  
Fiduciaire

**Barthélémy Roch**

F.I. Fides Immo Sàrl  
6, chemin du Moulin-de-Vert  
1288 Aire-la-Ville  
Tél. 022 850 00 15  
Fax 022 850 00 15  
roch.barthelemy@bluewin.ch



**Venez nous trouver,  
on va vous faire  
des imprimés de qualité!**

Av. des Grandes-Communes 27 - 1213 Onex  
Tél. 022 771 23 23 - Fax 022 771 41 12  
E-mail: imp.ripari@bluewin.ch



**LOCATELLI**  
MAX ET SERGE LOCATELLI  
ELECTRICITÉ - DEPUIS 1962

Rue de Genève 3  
1225 Chêne-Bourg  
Tél. 022 348 33 55  
[www.locatelli-electricite.ch](http://www.locatelli-electricite.ch)

Installations électriques  
courant fort et courant faible  
Dépannage - SWISSCOM Partner  
Domotique - Câblage informatique

**BOCCARD PARCS et JARDINS SA**

**Une force de la nature.**

Route de la Croix-en Champagne 6 - La Petite-Grave - 1236 Cartigny  
Tél. 022 798 43 43 - Fax 022 791 05 52



Ch. de la Marbrerie 6  
CH - 1227 Carouge  
Tél: 022 343 89 50  
Fax: 022 343 14 41  
Mail: info@bosson.ch  
Web: www.bosson.ch

**SE CHAUFFER AU MAZOUT**

**La chaleur  
sous toutes ses formes**

Mazout, diesel, carburants,  
station service 24/24, charbon,  
bois de cheminée, charbon de bois,  
gaz, location de grills/broches,  
révision de citernes.



**Edouard BRUN & Cie S.A.**  
Agence immobilière

La dimension humaine

Rue Sillem 6 - CH-1211 Genève 6 - Tél. 022 718 19 60 - [www.regiebrun.ch](http://www.regiebrun.ch)

Le bonheur d'une naissance

Clinique des Grangettes  
Genève

Clinique des Grangettes - 7, chemin des Grangettes - CH-1224 Chêne-Bougeries - +41 22 305 01 11 - [www.grangettes.ch](http://www.grangettes.ch)